

L'an DEUX MILLE VINGT-DEUX, le SAMEDI 10 DÉCEMBRE, à 09 h 11, le conseil municipal de Saint-Denis s'est assemblé en SEPTIÈME SÉANCE ANNUELLE, dans la salle du conseil municipal, sur convocation légale de la maire faite en application des articles L. 2121-10, L. 2121-12 et L. 2121-17 du code général des collectivités territoriales (séance clôturée à 12 h 12).

ÉTAIENT PRÉSENTS

(dans l'ordre du tableau)

Éricka BAREIGTS, Jean-François HOAREAU, Brigitte ADAME, Jean-Pierre MARCHAU, Julie PONTALBA, Gérard FRANÇOISE, Monique ORPHÉ, Dominique TURPIN, Yassine MANGROLIA, Sonia BARDINOT, Jacques LOWINSKY, Marie-Anick ANDAMAYE, Gilbert ANNETTE, Marylise ISIDORE, Stéphane PERSÉE, Claudette CLAIN, Virgile KICHENIN, Karel MAGAMOOTOO, David BELDA (arrivé à 10 h 00 au rapport n° 22/7-006), Fernande ANILHA, Christelle HASSEN, Éric DELORME, Jacqueline PAYET, Joëlle RAHARINOSY, Philippe NAILLET, Jean-Claude LAKIA-SOUCALIE, Guillaume KICHENAMA, Jean-Alexandre POLEYA, Arnaud HUGUET, Christèle BEAUMIER, Benjamin THOMAS, Alexandra CLAIN, Raihanah VALY, Nouria RAHA, Julie LALLEMAND, Jean-Max BOYER, Audrey BÉLIM, Véronique POUNOUSSAMY MALAYANDY, Jean-Pierre HAGGAI, Noela MÉDÉA MADEN, Michel LAGOURGUE, Henriette BABET, Faouzia ABOUBACAR BEN VITRY

ÉTAIENT REPRÉSENTÉS

(dans l'ordre du tableau)

DINDAR Ibrahim	pour toute la durée de la séance	par Monique ORPHÉ
Gilbert ANNETTE	à compter de son départ à 10 h 24 au rapport n° 22/7-010	par Sonia BARDINOT
Geneviève BOMMALAIS	pour toute la durée de la séance	par Audrey BÉLIM
David BELDA	jusqu'à son arrivée à 10 h 00 au rapport n° 22/7-006	par Jean-François HOAREAU
Érick FONTAINE		par Julie PONTALBA
Gérard CHEUNG LUNG		par Véronique POUNOUSSAMY MALAYANDY
Aurélie MÉDÉA	pour toute la durée de la séance	par Jean-Max BOYER
Wanda YENG-SENG		par Noela MÉDÉA MADEN
Vincent BÈGUE		par Jean-Pierre HAGGAI

DÉSIGNATION DE LA SECRÉTAIRE DE SÉANCE

Il a été, conformément aux dispositions de l'article L. 2121-15 du code général des collectivités territoriales, procédé à la nomination de la secrétaire de séance prise dans le sein du conseil municipal. Audrey BÉLIM a été désignée, par vote à main levée et à l'unanimité des votants, pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Les membres présents formant la majorité de ceux actuellement en exercice (43 présents sur 55), ont pu délibérer en exécution de l'article L. 2121-17 du code général des collectivités territoriales.

ÉLUS INTÉRESSÉS

En vertu de l'article L. 2131-11 du code général des collectivités territoriales, les élus intéressés n'ont pas pris part aux délibérations portant sur les rapports dont la liste suit.

Élus intéressés	en qualité de	au titre du (de l', de la)	rapport n° (thématique)
(1) <u>Aurélie MÉDÉA</u> (mandataire : Jean-Max BOYER)	partenaire	CAP	22/7-009
- Noela MÉDÉA MADEN	présidente	FJJ	
- Jacques LOWINSKY	président directeur général	NORDÉV	22/7-016
- Éric DELORME	délégués / Ville (titulaire)	ADIL	22/7-017
- Julie LALLEMAND	(suppléante)		
(1) <u>Aurélie MÉDÉA</u> (mandataire : Jean-Max BOYER)	délégués / Ville (titulaire)	CROUS	22/7-022
- Jean-Max BOYER	(suppléant)		(culturel)
- Jacques LOWINSKY	lien de parenté	Lokal de la Source	(culturel)
- Sonia BARDINOT	déléguée / Ville	CAUE de la Réunion	(éducation populaire)
- Jacques LOWINSKY	lien de parenté	Lokal de la Source	(éducation populaire)
(2) <u>Gilbert ANNETTE</u> (mandataire : Sonia BARDINOT)	lien de parenté	ex-ANVPR	(handicap/ intégration/ Discrimination)
- Philippe NAILLET	lien de parenté	ADRIE	22/7-022 (insertion)
(1) <u>Aurélie MÉDÉA</u> (mandataire : Jean-Max BOYER)	partenaire	CAP	(insertion)
- Brigitte ADAME	présidente	MDEN de la Réunion	(insertion)
- Jean-Max BOYER	employé		
- Éricka BAREIGTS	présidente	MLN	22/7-022
- Jacques LOWINSKY	délégués / Ville		(insertion)
- Raihanah VALY			
- Gérard FRANÇOISE			
- Christèle BEAUMIER			
(1) <u>Aurélie MÉDÉA</u> (mandataire : Jean-Max BOYER)	partenaire	CAP	22/7-022 (prévention)
(1) <u>Aurélie MÉDÉA</u> (mandataire : Jean-Max BOYER)	partenaire	Prévention PÉI	(prévention)
- Faouzia ABOUBACAR BEN VITRY	partenaire	CÉVIF	(prévention)
(1) <u>Aurélie MÉDÉA</u> (mandataire : Jean-Max BOYER)	partenaire	ARCV	(projet éducatif global)
- Noela MÉDÉA MADEN	présidente	FJJ	(projet éducatif global)
- Christelle HASSEN	membre	Vivancia océan Indien	(projet éducatif global)

(voir à la page suivante)

ÉLUS INTÉRESSÉS

(suite)

(3)	Geneviève BOMMALAIS (mandataire : Audrey BÉLIM)	lien de parenté	ASD	22/7-022 (sports)
(3)	Geneviève BOMMALAIS (mandataire : Audrey BÉLIM)	vice-présidente	ADÉSC	(sports)
-	Marie-Anick ANDAMAYE	lien de parenté	BCD	(sports)
-	Arnaud HUGUET	vice-président	OMS de Saint-Denis	(sports)
(4)	Érick FONTAINE (mandataire : Julie PONTALBA)	délégué / Ville	SHLMR	22/7-024
-	David BELDA	délégué / Ville	SÉDRÉ	22/7-032

CAP	Club Animation Prévention	FJJ	Foyer des Jeunes de Joinville
NORDÉV	Société d'Économie mixte de Développement du Nord de la Réunion	ADIL	Agence départementale pour l'Information sur le Logement
CROUS	Centre régional des Œuvres universitaires et scolaires (théâtre Vladimir Canter)	CAUE	Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement
ex-ANVPR	Association nationale des visiteurs de personnes sous main de justice (ex-Association nationale des Visiteurs de Prison de la Réunion)	MLN	Mission locale nord
Prévention PÉI	Prévention par des Pratiques éducatives informelles	CÉVIF	Collectif pour l'Élimination des Violences intrafamiliales
ARCV	Association réunionnaise des Centres de Vacances	ASD	Archers de Saint-Denis
ADÉSC	Association dionysienne d'Éducation sportive canine	BCD	Basket Club dionysien
OMS	Office municipal des Sports de Saint-Denis	SÉDRÉ	Société d'Équipement du Département de la Réunion

(1) (3) (4)
(2)

élus absents
parti au rapport n° 22/7-010

DÉPLACEMENTS D'ÉLUS EN COURS DE SÉANCE

David BELDA	arrivé à 10 h 00	au rapport n° 22/7-006
Noela MÉDÉA MADEN (voir élus intéressés : FJJ)	sortie à 10 h 17 revenue à 10 h 23	avant le rapport n° 22/7-009 au rapport n° 22/7-010
Gilbert ANNETTE	parti à 10 h 24	au rapport n° 22/7-010
Brigitte ADAME	sortie à 11 h 00 revenue à 11 h 21	au rapport n° 22/7-011 au rapport n° 22/7-016
Michel LAGOURGUE	sorti à 11 h 02 revenu à 11 h 22	au rapport n° 22/7-012 au rapport n° 22/7-017
Sonia BARDINOT	sortie à 11 h 13 revenue à 11 h 22	au rapport n° 22/7-013 au rapport n° 22/7-017
Éricka BAREIGTS (présidence de séance : Jean-François HOAREAU)	sortie à 11 h 13 revenue à 11 h 24	au rapport n° 22/7-013 au rapport n° 22/7-017
Jacques LOWINSKY (voir élus intéressés : NORDÉV)	sorti à 11 h 21 revenu à 11 h 24	avant le rapport n° 22/7-016 au rapport n° 22/7-017
Éric DELORME (voir élus intéressés : ADIL)	sorti à 11 h 21 revenu à 11 h 28	au rapport n° 22/7-015 au rapport n° 22/7-019
Julie LALLEMAND (voir élus intéressés : ADIL)	sortie à 11 h 22 revenue à 11 h 24	avant le rapport n° 22/7-017 au rapport n° 22/7-018
Joëlle RAHARINOSY	sortie à 11 h 26 revenue à 11 h 31	au rapport n° 22/7-018 au rapport n° 22/7-021

(voir à la page suivante)

DÉPLACEMENTS D'ÉLUS EN COURS DE SÉANCE

(suite)

Jean-Max BOYER (voir élus intéressés : CROUS)		
Jacques LOWINSKY (voir élus intéressés : Lokal de la Source)	sortis à 11 h 40 revenus à 11 h 41	au rapport n° 22/7-022
Sonia BARDINOT (voir élus intéressés : CAUE de la Réunion)		
Philippe NAILLET (voir élus intéressés : ADRIE)		
Brigitte ADAME (voir élus intéressés : MDEN de la Réunion)	sortis à 11 h 40 revenus à 11 h 41	au rapport n° 22/7-022
Éricka BAREIGTS (présidence de séance : Jean-François HOAREAU)		
Raihanah VALY Gérard FRANÇOISE Christèle BEAUMIER (voir élus intéressés : MLN)	sortis à 11 h 40 revenus à 11 h 41	au rapport n° 22/7-022
Faouzia ABOUBACAR BEN VITRY (voir élus intéressés : CÉVIF)		
Noela MÉDÉA MADEN (voir élus intéressés : FJJ)		
Christelle HASSEN (voir élus intéressés : Vivancia océan Indien)	sortis à 11 h 41 revenus à 11 h 42	au rapport n° 22/7-022
Marie-Anick ANDAMAYE (voir élus intéressés : BCD)		
Arnaud HUGUET (voir élus intéressés : OMS de Saint-Denis)		
Jean-Pierre MARCHAU	sorti à 11 h 43	au rapport n° 22/7-023
	revenu à 11 h 47	au rapport n° 22/7-027
Michel LAGOURGUE	parti à 11 h 52	au rapport n° 22/7-028
David BELDA (voir élus intéressés : SÉDRÉ)	sorti à 11 h 56	avant le rapport n° 22/7-032
	revenu à 11 h 58	au rapport n° 22/7-033
Stéphane PERSÉE	sorti à 11 h 57	au rapport n° 22/7-032
	revenu à 12 h 03	au rapport n° 22/7-035

OBJET **Stratégie nationale de Lutte contre la Pauvreté**
Signature de la convention 2023 entre l'Etat et la Ville de Saint Denis pour le cofinancement de deux projets (Chaumière et insertion)

Ce rapport a pour objet l'approbation de la convention entre l'Etat et la Ville de Saint Denis pour l'année 2023, dans le cadre de la Stratégie nationale de Lutte contre la Pauvreté. Cette collaboration s'inscrit dans une volonté partagée de lutte contre les inégalités qui est un axe majeur de la Municipalité.

En réalité, une bonne partie de l'action des services publics contribue également à leur réduction, en faisant en sorte que chacun puisse accéder à une offre de biens et de services essentiels.

L'enveloppe dédiée à la Stratégie nationale de Lutte contre Pauvreté est une réelle opportunité pour la Ville afin d'accompagner en co-financement des actions dans une logique d'investissement social et d'égalités des chances.

La pauvreté touche des publics de tout âge dans les différents quartiers de Saint-Denis.

Quelques chiffres sur la Commune :

- taux de pauvreté : 34 % (contre 14,6 % dans l'Hexagone) ;
- taux de jeunes de 18-24 ans sans emploi ni en formation : 28 % (35 % n'ont aucun diplôme) ;
- taux de chômage : 29 %.

A travers les axes du projet municipal : Ville ambitieuse, Ville écologique, Ville citoyenne et Ville fraternelle, la Ville s'engage pleinement pour accompagner les Dionysiens à intégrer dans les meilleures conditions le marché de l'emploi et, par la même occasion, de se doter des compétences et qualifications nécessaires pour mener une vie professionnelle réussie.

Cette convention sera mise en œuvre du 1^{er} décembre 2022 au 31 décembre 2023.

Une avance de 50 % sera effectuée par la DEETS (Direction de l'Economie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités) à la signature de celle-ci. Le solde sera versé après l'analyse du bilan intermédiaire (juin 2023) faisant état de la mise en œuvre des actions.

Les projets concernés par cette convention sont :

Projet n° 1 **Développement de l'accompagnement à l'insertion professionnelle via le cofinancement d'un poste de conseiller en insertion professionnelle**

Pour rappel, la direction Insertion fait partie de la DGA Ville citoyenne. Elle a pour objectif de décliner la politique d'insertion volontariste menée par la collectivité.

La Ville travaille de concert avec les acteurs de l'emploi du territoire et contribué à la mise en place d'une stratégie multipartenariale au sein des quartiers.

Le conseiller en insertion professionnelle (CIP) contribue à la mise en œuvre de cette politique volontariste avec pour leviers :

- des diagnostics permettant de coconstruire avec Pôle Emploi et la Mission locale des parcours d'insertion favorisant l'employabilité des candidats ;
- les forums d'insertion qui ont touché plus de quatre-mille personnes depuis le début du mandat ;
- les séances de coaching et de préparation aux entretiens d'embauche organisés en lien avec la direction Jeunesse ;
- les Journée pour l'Emploi organisée avec le Pôle Emploi ;
- des partenariats avec des entreprises ; une analyse des besoins en main d'œuvre est effectuée en amont afin de mettre en place des formations et des parcours d'insertion adaptés aux bénéficiaires ce dans une volonté de faciliter l'accès à l'emploi pérenne des Dionysiens ;
- des partenariats avec les acteurs de la formation tels que les chambres consulaires (CCIR et CMA), le Pôle Emploi, la Mission locale nord, SIMPLON une grande école du numérique, le RSMA, l'AFPAR.

Le conseiller aide à résoudre des problèmes à finalité professionnelle.

Le projet sera financé par l'Etat à hauteur de 40 000 €, pour un budget total de 50 000 €.

Projet n° 2 **Appui à la mise en œuvre du Plan national de Sauvegarde sur la Chaumière via un cofinancement du poste du chef de projet cohésion sociale et d'un plan d'actions territorialisé**

80 % des familles résidant à la Chaumière vivent sous le seuil de pauvreté. Ce secteur est sous haute surveillance :

- présence récurrente de dépôts sauvages, malgré l'intervention des services,
- problème d'intégration et de cohabitation divers et variés,
- signalement d'un climat scolaire dégradé,

Toutes ces situations, de même que l'état d'urgence sur le secteur ont poussé la Ville de Saint-Denis à réagir, en lien étroit avec les pouvoirs publics ; à se saisir des problématiques et des particularités de ce quartier qui cumule de très nombreuses difficultés mais n'est pas classé en géographie prioritaire.

C'est au regard de tous ces paramètres que la Ville et l'Etat, ainsi que d'autres acteurs institutionnels, s'associent dès fin 2021 autour d'un Plan de Sauvegarde. Le Plan de Sauvegarde intervient surtout sur le logement et le bâti. En complément, il a semblé utile à la Ville de Saint-Denis de solliciter en décembre 2021, une subvention de la Stratégie nationale de Lutte contre la Pauvreté afin de compléter cette approche par un volet humain.

Une subvention de l'Etat dans ce cadre permet alors le financement d'un chef de projet Cohésion sociale et la mise en place d'un plan d'actions.

Ses missions : développer des actions stratégiques de proximité au cœur du quartier amenant une amélioration du cadre de vie, des lieux sociaux et de sécurité et d'encadrement de publics vulnérables du type mineurs isolés et familles nombreuses allophones.

Dès son arrivée, en juillet 2022, les habitants ont pu bénéficier de plusieurs actions, leviers nécessaires à une mise en relation.

Ont été initiés, des sorties pédagogiques et culturelles en famille, des ateliers « Kafé des Parents » sur l'éducation de l'enfant, la citoyenneté et la lutte contre les incivilités. Enfin, une action « valeurs de la République » avec l'association des porte-drapeaux a permis à quelques jeunes de défiler lors du 14 juillet 2022 avec en amont des ateliers préparatoires en lien avec le corps militaire.

La finalité de ces actions de favoriser l'intégration, la citoyenneté et la cohésion sociale entre les habitants du quartier. Les actions menées sont en corrélation avec toutes les mesures parallèles prises dans le cadre du Plan de Sauvegarde car permettant de créer du lien entre les locataires et les partenaires.

Afin de maintenir une dynamique engagée auprès des enfants et des familles, il est indispensable de pouvoir reconduire les actions ou en proposer d'autres, construites avec les habitants.

De ce fait, cette collaboration entre l'Etat et la Ville se poursuit pour l'année 2023.

Le projet sera financé à hauteur de 65 000 € par l'Etat, pour budget global de 80 000 €.

La présente convention est conclue pour l'année 2023 pour les deux projets ci-dessus.

La subvention totale à percevoir par la Ville sera de 105 000 €.

Je vous demande donc :

- d'approuver les termes de la convention conclue dans le cadre de la Stratégie nationale de lutte contre la Pauvreté ;
- de m'autoriser ou mon (ma) représentant(e) à signer la convention pour l'année 2023 et tous les actes y afférents ;
- de m'autoriser ou mon (ma) représentant(e) à percevoir les subventions dans le cadre de la Stratégie nationale de Lutte contre la Pauvreté ;
- d'autoriser l'inscription des dépenses au chapitre correspondant.

OBJET **Stratégie nationale de Lutte contre la Pauvreté**
Signature de la convention 2023 entre l'Etat et la Ville de Saint Denis pour le cofinancement de deux projets (Chaumière et insertion)

LE CONSEIL MUNICIPAL

Vu la Loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, Départements et Régions, modifiée ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le RAPPORT N°22/7-006 du MAIRE ;

Vu le rapport présenté par Madame Brigitte ADAME - 2ème adjointe au nom des commissions « Ville Citoyenne », « Ville Fraternelle » et « Ville Durable » ;

Sur l'avis favorable des dites commissions ;

APRES EN AVOIR DELIBERE A L'UNANIMITE DES VOTANTS

ARTICLE 1

Approuve les termes de la convention 2023 d'objectifs et de financement avec l'Etat relative aux deux projets :

- développement de l'accompagnement à la levée des freins périphériques et à l'insertion professionnelle sur Saint-Denis ;
- appui à la mise en œuvre du Plan de Sauvegarde sur le quartier de la Chaumière.

ARTICLE 2

Autorise la maire ou son (sa) représentant(e) à signer toutes les pièces et à accomplir tous les actes y afférents.

ARTICLE 3

Autorise la maire ou son (sa) représentant(e) et à solliciter les recettes liées à ces projets.

CONVENTION ANNUELLE D'OBJECTIFS ET DE FINANCEMENT

DEETS/ PEES/ BOP 304/2022/n°

**CONCLUE DANS LE CADRE DE LA STRATEGIE NATIONALE
DE PREVENTION ET DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETE**

**Portant sur deux projets pour le développement de l'accompagnement à l'insertion professionnelle sur
Saint-Denis (1) et d'appui à la mise en œuvre du plan national de sauvegarde sur le quartier de La
Chaumière à Saint-Denis par une action de cohésion sociale (2)**

ENTRE

Le Préfet de La Réunion désigné sous le terme « **Administration** », d'une part,

ET

La Mairie de Saint-Denis, dont le siège social est situé 1 rue Pasteur 97400 Saint-Denis, représentée par
Mme Ericka BAREIGTS, et désignée sous le terme « **l'organisme** », d'autre part,

N° SIRET : 219 740 115 000 15

Il est convenu ce qu'il suit :

Vu le règlement (UE) n°2012/21/UE du 20 décembre 2011 de la Commission européenne relatif au service d'intérêt général non économique (SIGNE);

Vu la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu la loi organique n°2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances (LOLF) ;

Vu la loi n°2021-1900 du 30 décembre 2021 de finances pour 2022 ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004, modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu le décret 2010-1582 du 17 décembre 2010 modifié relatif à l'organisation et aux missions des services de l'Etat dans les départements et les régions d'outre-mer, à Mayotte et Saint-Pierre-et-Miquelon ;

Vu le décret du 20 juillet 2022 portant nomination de M. Jérôme FILIPPINI, préfet de la région Réunion, préfet de La Réunion ;

Vu le décret du 16 septembre 2022 portant nomination de Mme Christine TORRES, administratrice de l'Etat hors classe en qualité de sous-préfète chargée de mission auprès du préfet de la région Réunion, préfet de La Réunion pour la cohésion sociale et la jeunesse ;

Vu l'arrêté n° 1924 du 27 septembre 2022 portant délégation de signature à Mme Christine TORRES, sous-préfète chargée de mission auprès du préfet de La Réunion, pour la cohésion sociale et la jeunesse et à son collaborateur ;

Vu l'arrêté ministériel du 21 juillet 2021 portant nomination de Mme Damienne VERGUIN en tant que Directrice de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités de La Réunion, à compter du 30 août 2021 ;

Vu la circulaire du premier ministre n° 5811/SG du 29 septembre 2015 relative aux nouvelles relations entre les pouvoirs publics et les associations : déclinaison de la charte des engagements réciproques et soutien public aux associations ;

Vu les notifications et délégations de crédits 2022 du Programme 304 "Inclusion sociale et protection des personnes" – Action 19 "Stratégie interministérielle de prévention et de lutte contre la pauvreté" du 27 janvier 2022 et suivantes ;

Vu les demandes de subventions présentées par la mairie de Saint-Denis le 13/10/2022 ;

En préambule,

Considérant que cette convention participe à la mise en œuvre de la politique destinée à connaître et à combattre toutes les situations pouvant engendrer des exclusions et s'inscrit dans la mise en œuvre de la loi n°98-657 du 29 juillet 1998 relative à la lutte contre les exclusions ;

Considérant l'engagement par le Président de la République le 13 septembre 2018 de la stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté décliné sur le plan territorial ;

Considérant le partenariat engagé entre l'Etat et le Département de La Réunion dans la mise en œuvre de cette stratégie ;

Considérant que le projet ci-après présenté par l'organisme participe de cette politique.

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, l'organisme s'engage à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre, en cohérence avec les orientations de politique publique mentionnées au préambule, les programmes des action, comportant les obligations mentionnées aux **annexes I et IV**, lesquelles font parties intégrantes de la convention.

La présente convention souligne la volonté de renforcer le partenariat entre les services de la Ville de Saint-Denis et des services de l'Etat pour **améliorer l'insertion professionnelle des demandeurs d'emplois résidents à Saint-Denis et d'appui à la mise en œuvre du plan national de sauvegarde sur le quartier de La Chaumière par une action de cohésion sociale**

La présente convention cumule deux projets :

1. PROJET 1 : Un premier projet portant sur le financement d'un poste de conseiller en insertion professionnelle (CIP)

Ce professionnel a pour principales missions :

- a) Articuler les relations avec les entreprises s'installant et/ou se développant à Saint-Denis
- b) Co-construire avec Pôle emploi et la mission locale Nord des parcours d'insertion favorisant l'employabilité des candidats notamment issus du quartier de La Chaumière
- c) Organiser des rencontres entre les demandeurs d'emploi et les entreprises en besoin de main d'oeuvre. Les diagnostics effectués par le CIP permet de d'évaluer le niveau du demandeur d'emploi et de le positionner sur un parcours d'insertion individualisé.
- d) Participer à la coordination des dispositifs existants en faveur des demandeurs d'emploi entre la Mairie de St Denis, les services de la DEETS et les principaux acteurs du territoire (Mission locale Nord, Pôle Emploi, TAS Nord, etc.)

2. PROJET 2 : Un second projet portant sur le financement du poste de chargé de mission cohésion sociale sur le quartier de La Chaumière et du programme d'action associé

Ce projet s'inscrit dans la mise en œuvre d'un plan national de sauvegarde sur le quartier de La Chaumière. Le financement de la présente convention vient conforter le maintien du poste de chargé de mission et assure un budget en vue de proposer des actions en faveur du maintien et du renforcement de la cohésion sociale sur ce secteur et en matière d'insertion professionnelle en faveur d'habitants issus du quartier de La Chaumière au titre du projet 1 de la présente convention en lien avec le financement du poste de CIP.

Au regard du financement consenti par l'administration, l'organisme s'attache à mettre en œuvre les objectifs des deux projets tels que définis en **annexe I et IV** compte tenu des indicateurs énoncés en annexe II et V.

L'Administration contribue financièrement à ce projet d'intérêt général non économique (SIGNE), conformément au Règlement 2012/21/UE du 20 décembre 2011 de la Commission européenne. Elle n'attend aucune contrepartie directe de cette contribution.

ARTICLE 2 - DURÉE DE LA CONVENTION

La période de réalisation des deux projets est comprise entre le 1^{er} décembre 2022 et le 31 décembre 2023.

Cette durée correspond à la période durant laquelle le bénéficiaire est habilité à réaliser les opérations, dans les conditions fixées par la présente convention.

ARTICLE 3 – CONDITIONS DE DÉTERMINATION DU COÛT DES ACTIONS
--

3.1 - Le coût total éligible des projets 1 et 2 sur la durée de la convention est évalué à 130 000 EUROS, conformément au(x) budget(s) prévisionnel(s) figurant aux annexes III et VI et aux règles définies à l'article 3.3 ci-dessous.

- Pour rappel, au titre du projet 1, un coût total éligible du projet sur la durée de la convention évalué à 50 000 €, conformément au budget prévisionnel figurant à l'annexe III ;

- Pour rappel, au titre du projet 2, un coût total éligible du projet sur la durée de la convention évalué à 80 000 €, conformément au budget prévisionnel figurant à l'annexe VI.

3.2 - Les coûts annuels éligibles des deux projets sont fixés aux annexes III et VI à la présente convention ; ils prennent en compte tous les produits et recettes affectés au projet.

3.3 - Les coûts à prendre en considération comprennent tous les coûts occasionnés par la mise en œuvre des deux projets et notamment :

- tous les coûts directement liés à la mise en œuvre des actions, qui :
 - sont liés à l'objet du projet et sont évalués en annexe 3 ;
 - sont nécessaires à la réalisation du projet ;
 - sont raisonnables selon le principe de bonne gestion ;
 - sont engendrés pendant le temps de la réalisation du projet ;
 - sont dépensés par « l'organisme » ;
 - sont identifiables et contrôlables ;

- et le cas échéant, des coûts indirects (« ou frais de structure »)

3.4 - Lors de la mise en œuvre des projets, l'organisme peut procéder à une adaptation à la hausse ou à la baisse de son (ses) budget(s) prévisionnel(s) à la condition que cette adaptation n'affecte pas la réalisation des projets et qu'elle ne soit pas substantielle au regard du coût total estimé éligible visé à l'article 3.1.

L'organisme notifie ces modifications à l'administration par écrit dès qu'elle peut les évaluer et en tout état de cause 6 mois avant la fin de la convention.

ARTICLE 4 – MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

4.1 - L'Etat contribue financièrement aux deux actions pour un montant total de 105 000 EUROS, au regard du montant total estimé des coûts éligibles sur l'ensemble de l'exécution de la convention, établis à la signature des présentes, tels que mentionnés à l'article **3.1 et répartis de la manière suivante** :

- Au titre du projet 1, l'Etat contribue financement à l'action pour un montant total de 40 000 € ;
- Au titre du projet 2, l'Etat contribue financement à l'action pour un montant total de 65 000 € ;

4.2 - Les contributions financières de l'Administration mentionnées au paragraphe 4.1 ne sont applicables que sous réserve des trois conditions cumulatives suivantes :

- L'inscription des crédits de paiement en loi de finances et leur disponibilité sur le BOP 304 de La Réunion ;
- Le respect par l'organisme des obligations mentionnées aux articles 1er, 5 et 6, et des décisions de l'administration prises en application des articles 7 et 9 sans préjudice de l'application de l'article 11 ;
- La vérification par l'Administration que le montant de la contribution publique n'excède pas les coûts liés à la mise en œuvre de l'action, conformément à l'article 9, tels que définis par l'article 3.

4.3 – La réfaction éventuelle de la contribution de l'Etat ne rentre pas dans le champ d'application de l'article 11.

4.4 – Au titre du projet 1, l'administration versera la somme de **40 000 €** telle que mentionnée à l'article 4.1 et sous les réserves mentionnées à l'article 4.2 selon les modalités suivantes :

- une avance de 50 % du montant prévisionnel annuel soit 20 000 € à la signature de la convention,
- le solde 20 000 € après vérifications réalisées par l'administration d'un bilan intermédiaire faisant état de la mise en œuvre conforme de l'action.

Il est à noter que le solde de 20 000 € sera versé après vérifications réalisées par l'administration d'un bilan intermédiaire qualitatif et financier arrêté au 1^{er} juin 2023 ainsi que la production d'un état de dépenses acquittés ou tout autres preuves d'acquittement de la dépense.

4.5 – Au titre du projet du projet 2, l'administration versera la somme de **65 000 €** telle que mentionnée à l'article 4.1 et sous les réserves mentionnées à l'article 4.2 selon les modalités suivantes :

- une avance de 50 % du montant prévisionnel annuel 32 500 € à la signature de la convention,
- le solde 32 500 € après vérifications réalisées par l'administration d'un bilan intermédiaire faisant état de la mise en œuvre conforme de l'action.

Il est à noter que le solde de 32 500 € sera versé après vérifications réalisées par l'administration d'un bilan intermédiaire qualitatif et financier arrêté au 1^{er} avril 2023 ainsi que la production d'un état de dépenses acquittés ou tout autres preuves d'acquittement de la dépense

4.6 - Les subventions sont imputées sur les crédits du programme 304 « Inclusion sociale et protection des personnes », action 19 « Stratégie nationale de prévention et lutte contre la pauvreté »,

Domaine fonctionnel : 0304-19-01

Référentiel activité : 0304 50 19 – 23-03 Insertion dans l'emploi

Groupe de marchandise : 10.03.01

Les contributions financières sont créditées au compte de l'organisme selon les procédures comptables en vigueur. Les versements sont effectués au compte bancaire ouvert au nom de : Mairie de Saint-Denis

- Dénomination sociale : Trésorerie de Saint-Denis Male et Amendes
- Code établissement : 30001
- Code guichet : 00064
- Numéro de compte : 7D830000000
- Clé RIB : 49
- N° IBAN : FR64 3000 1000 647D 8300 0000 049
- BIC : BDFEFRPPCCT

L'ordonnateur de la dépense est le préfet de La Réunion.

Le comptable assignataire est le directeur régional des finances publiques de La Réunion.

ARTICLE 5 – JUSTIFICATIFS

5.1 L'organisme s'engage à fournir dans les six mois de la clôture de chaque exercice les documents ci-après :

- Le compte rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations (Cerfa n°15059*02). Ce document est accompagné d'un compte-rendu quantitatif et qualitatif du projet comprenant les éléments mentionnés à l'annexe II et définis d'un commun accord entre l'administration et l'organisme. Ces documents sont signés par le président ou toute personne habilitée ;
- Les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes prévus par l'article L 612-4 du code de commerce ou, le cas échéant, la référence de leur publication au Journal officiel ;
- Le rapport d'activité. Ce rapport devra être précis et détaillé, faisant notamment état de la mise en œuvre de l'action telle que définie dans la présente convention, en précisant les modalités opérationnelles mises en œuvre, les réussites ou difficultés rencontrées, la réalisation des objectifs quantitatifs ou qualitatifs au regard des indicateurs d'évaluation définis en annexe de la présente convention.

ARTICLE 6 - AUTRES ENGAGEMENTS

6.1 Modifications à signaler : l'organisme informe sans délai l'Administration de toute nouvelle domiciliation bancaire et fournit une copie.

6.2 En cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention, l'organisme en informe l'Administration sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

6.3 Commande publique : Si le bénéficiaire est soumis à la réglementation de la commande publique, il s'engage à respecter les règles de publicité et de mise en concurrence prévues dans ce cadre.

6.4 Conflit d'intérêt : Toute situation constitutive d'un conflit d'intérêt ou susceptible d'y conduire doit sans délai être portée par écrit à la connaissance de l'Etat.

Le bénéficiaire s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires afin de prévenir tout risque de conflit d'intérêt qui pourrait empêcher une exécution impartiale et objective de la convention.

Le bénéficiaire s'engage à prendre immédiatement les mesures nécessaires pour remédier à cette situation.

6.5 L'organisme s'engage à faire figurer de manière lisible le logo de l'Etat/ DEETS de la Réunion et mentionner de manière lisible son concours sur toutes actions de communication et dans tous les documents produits effectués dans le cadre de la présente convention.

ARTICLE 7 – ÉVALUATION ET CONTRÔLE DE L'ADMINISTRATION

7.1 L'administration procède à la réalisation d'une évaluation contradictoire avec l'organisme, de la réalisation du projet auquel (à laquelle) elle a apporté son concours, sur un plan quantitatif comme qualitatif et, le cas échéant, sur son impact au regard de l'intérêt général.

7.2 Pendant et au terme de la présente convention, un contrôle sur place peut être réalisé par l'Etat. Dans ce cadre, l'organisme s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres

documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle conformément au décret du 25 juin 1934 relatif aux subventions aux sociétés privées.

Elle mettra ainsi à disposition des fonctionnaires de l'Etat habilités par le Préfet ou par délégation du Préfet, par la directrice de la DEETS, l'ensemble des documents sous forme papier et numérique, avec en particulier l'accès aux applications informatiques de gestion, tant sur le plan financier que des données relatives aux bénéficiaires et tout autre document dont la production est jugée utile au contrôle de l'utilisation de la subvention conformément à son objet.

Le refus de leur communication entraîne la suppression de la subvention conformément à l'article 14 du décret-loi du 2 mai 1938 précité et en conséquence le reversement total des sommes versées et le non versement des sommes restant à courir.

Avant de prendre une décision défavorable de reversement, le Préfet ou son représentant, la directrice de la DEETS informera l'organisme de la mesure qu'elle envisage de prendre et de son droit à présenter ses observations écrites dans un délai de trois semaines à compter de la date de réception du courrier ou par défaut, à compter de la date de présentation du dit courrier par les services postaux. Par ailleurs, à sa demande, l'organisme pourra également demander à présenter des observations orales.

7.3 L'Administration contrôle annuellement et à l'issue de la convention que la contribution financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, l'Administration peut exiger le remboursement de la partie de la subvention supérieure aux coûts éligibles du projet ou la déduire du montant de la nouvelle subvention en cas de renouvellement.

ARTICLE 8 - SANCTIONS

8.1 En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard significatif des conditions d'exécution de la convention par l'organisme sans l'accord écrit de l'Administration, celle-ci peut respectivement ordonner le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention conformément à l'article 43-IV de la loi n°96-314 du 12 avril 1996, la suspension de la subvention, ou la diminution de son montant, après examen des justificatifs présentés par l'organisme et avoir entendu ses représentants.

8.2 Tout refus de communication ou toute communication tardive du compte rendu financier mentionné à l'article 6 entraîne la suppression de la subvention en application de l'article 112 de la loi n° 45-0195 du 31 décembre 1945. Tout refus de communication des comptes entraîne également la suppression de la subvention conformément à l'article 14 du décret-loi du 2 mai 1938.

8.3 L'administration informe l'organisme de ces décisions par lettre recommandée avec accusé de réception.

8.4 Une absence totale de réponse aux demandes de justifications de l'Etat est assimilée à un refus

ARTICLE 9 –AVENANT ET CONDITIONS DE RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION

9.1 Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention pourra faire l'objet d'un avenant sur demande expresse d'une des parties, sollicitée avant la date de fin de réalisation de l'opération mentionnée à l'article 2. Toute demande d'avenant formulée après cette date ne sera pas recevable. La demande de modification en précise l'objet, la cause, les éléments modifiés et toutes les conséquences qu'elle emporte sur la présente convention. La demande de modification de la présente convention et la réponse sont réalisées en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception ou

par tout moyen permettant d'en accuser date de réception certaine. Il est précisé qu'aucun avenant ne peut conduire à remettre en cause l'objet de l'opération telle que défini à la présente convention. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions non contraires qui la régissent.

9.2 La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée à la production des justificatifs mentionnés à l'article 5, à la réalisation de l'évaluation et au contrôle de prévue l'article 7. En cas de reliquat de la présente subvention au 31 décembre de l'année, l'administration peut exiger le remboursement de ce reliquat, ou valider la continuation de l'action. Le reliquat éventuel de la subvention versée est calculé selon sa quote part dans les dépenses éligibles au projet, défini dans la présente convention. Le bilan financier présenté par l'organisme doit préciser le montant du reliquat éventuel. Toutefois, sur la demande de l'organisme, le solde éventuellement non exécuté de la convention au titre du présent exercice pourra être reporté sur l'exercice suivant sous réserve de l'accord écrit de l'administration. En cas de reconduction, l'administration l'incorpore dans la subvention de l'année suivante.

ARTICLE 10 – ANNEXES

Les annexes numérotées I à VI , dont l'objet est

- Annexe I : Le projet 1
- Annexe II : Modalité de l'évaluation et indicateurs du projet 1
- Annexe III : Budget global du projet 1
- Annexe IV : Le projet 2
- Annexe V : Modalité de l'évaluation et indicateurs du projet 2
- Annexe VI : Budget global du projet 2

font partie intégrante de la présente convention.

ARTICLE 11 - RÉILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse .

ARTICLE 12 - RECOURS

En cas de divergence résultant de l'application de la présente convention, une tentative de conciliation devra être recherchée par les parties, avec application du principe du droit pour chacune d'elles, à faire valoir ses observations. Si cette conciliation échoue, le différend pourra être porté devant la juridiction compétente, en l'espèce le tribunal administratif de Saint Denis de La Réunion.

Fait à , **le**

Pour la Mairie de Saint-Denis

Pour l'administration,

Le Préfet

ANNEXE I à la convention

LE PROJET 1

La mairie de Saint-Denis s'engage à mettre en œuvre le projet suivant, visé à l'article 1er de la convention :

Projet 1 unique ou principal : Accompagnement à la levée des freins périphériques et à l'insertion professionnelle

Charges du projet	Subvention de (DEETS de La Réunion)	Somme des financements publics (affectés au projet)
50 000 EUR	40 000 EUR	10 000 EUR (fonds propres)

1. DIAGNOSTIC / ETAT DES LIEUX / CONTEXTE

A travers les axes du projet municipal : Ville Ambitieuse, Ville écologique, Ville Citoyenne et Ville Fraternelle, la Mairie de Saint-Denis s'engage pleinement pour accompagner les Dionysiens à intégrer dans les meilleures conditions le marché de l'emploi et, par la même occasion, de se doter des compétences et qualifications nécessaires pour mener une vie professionnelle réussie.

2. PRESENTATION GENERALE DE L'ACTION

Pour rappel, La Direction Insertion fait partie de la DGA Ville Citoyenne. Elle a pour objectif de décliner la politique d'insertion volontariste menée par la collectivité.

A cet effet, le conseiller en insertion professionnelle (CIP) est en charge des relations avec les entreprises s'installant et/ou se développant à Saint-Denis afin d'organiser des rencontres entre les demandeurs d'emploi et les entreprises en besoin de main d'oeuvre. Les diagnostics effectués par le CIP permet de co-construire avec pôle emploi et la mission locale des parcours d'insertion favorisant l'employabilité des candidats.

Le/la conseiller(e) aide à résoudre des problèmes à finalité professionnelle.

Le CIP est également l'interlocuteur privilégié auprès du RSMA et des CIRFA, différentes actions partenariales, réunion d'informations collectives et/ou forum insertion, sont organisées dans les quartiers de la Ville.

3. OBJECTIFS POURSUIVIS

- Assurer une veille permanente de l'actualité relative à l'insertion et l'emploi
- Valoriser l'investissement de la ville dans le domaine de l'insertion –
- Être force de proposition et proactif dans la conduite de sa mission
- Produire des tableaux de bord mensuels et des bilans d'activité

- Accompagner les équipes sur les diverses actions menées en lien avec l'insertion et la formation.

4. MODALITES DE MISE EN ŒUVRE / DEPLOIEMENT OPERATIONNEL

- Centraliser, traiter et assurer un suivi administratif des candidatures
- Établir un diagnostic personnalisé sur la situation du public reçu
- Informer et aider l'orientation du public cible
- Accompagner l'élaboration du parcours d'insertion
- Faire les liens utiles relatifs aux situations individuelles en mobilisant le réseau des partenaires
- Assurer une veille sur l'activité d'insertion
- Coordonner des accueils des partenaires de l'insertion professionnelle (RSMA, CIRFA,...) au sein des territoires
- Etablir un diagnostic en marchant en repérant les publics cibles en lien avec les équipes territoriales
- Piloter des espaces de rencontre entre les demandeurs d'emplois et les recruteurs (forums, job dating, etc...)
- Participer à la mise en place des ateliers d'hyper proximité dans les secteurs
- Participer à la mise en place des ateliers sur les thématiques de la cellule de rattachement
- Participer à l'organisation, participer et animer les COTECH/instances de discussion et de partage
- Communiquer régulièrement auprès des partenaires, forces vives et équipes territoriales

5. PUBLIC VISE

Les Dionysiens plus ou moins éloignés de l'emploi (BRSA et non BRSA)

6. TERRITOIRES CONCERNES

Territoire concerné	Cochez le territoire concerné	Action dans les hauts de La Réunion
TOUT LE TERRITOIRE		
NORD	X	
SUD		
EST		
OUST		

7. PARTENAIRES ET/OU CO-FINANCEURS DE L'ACTION

Les entreprises, la Mission Locale, Pôle emploi, le RSMA, les CIRFA.

8. DUREE DU PROJET

Du 1^{er} décembre 2022 au 31 décembre 2023

MODALITES DE L’EVALUATION ET INDICATEURS DU PROJET 1

a) Conditions de l'évaluation :

Le compte rendu financier annuel visé à l'article 6 des présentes est accompagné d'un compte-rendu quantitatif et qualitatif des actions comprenant les éléments mentionnés ci-dessus.

Au moins trois mois après le terme de la convention, le bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif communiqué par l'organisme comme prévu par l'article 5 des présentes fait la synthèse des comptes rendus annuels susmentionnés.

b) Indicateurs quantitatifs

Description des objectifs quantitatifs :

Indicateurs	Attendu	Réalisé
Nombre d’entretiens individuels	50	
Nombre de personnes accompagnées/mises en relation	50	
Nombre d’actions de formation partenariales suivies	25	
Nombre d’actions Job dayting mises en place	10	
Nombre de sorties positives (information collective / contrat de travail / entrée en formation)	50 %	
Nombre d’orientations issues du quartier de La Chaumière	20	
Nombre de rencontres partenariale avec la DEETS	3	

c) Indicateurs qualitatifs

Description des objectifs qualitatifs

ANNEXE III à la convention DEETS/ PEES/ BUDGET GLOBAL DU PROJET 1

Année 2022/2023

BUDGET PREVISIONNEL RELATIF AU PROJET 1 A FINANCER			
Année 2022 /2023			
CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats	0	70 – Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	
Achats matières et fournitures		73 – Dotations et produits de tarification	
Autres fournitures	4000	74 – Subventions d’exploitation¹	0
61 – Services extérieurs	0	Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés	40 000
Locations	3000		
Entretien et réparation			
Assurance		Conseil.s Régional(aux)	
Documentation	3000		
62 – Autres services extérieurs	0	Conseil.s Départemental(aux)	
Rémunérations intermédiaires et honoraires			
Publicité, publications	5 000	-	
Déplacements. missions		Communes. communautés de communes	
Services bancaires, autres		Saint Denis	10 000
63 – impôts et taxes	0		
Impôts et taxes sur rémunération			
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (Caf, etc. Détailler)	
64 – Charges de personnel	0	Fonds européens (FSE. FEDER. etc)	
Rémunération des personnels	35000	L’agence de services et de paiement (emplois aidés)	
Charges sociales		Autres établissements publics	
Autres charges de personnel		Aides privées (fondation)	
65 – Autres charges de gestion courante		75 – Autres produits de gestion courante	0
		756. Cotisations	
		758 Dons manuels - Mécénat	
66 – Charges financières		76 – Produits financiers	
67 – Charges exceptionnelles		77 – Produits exceptionnels	

¹ L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs.

68 – Dotation aux amortissements, provisions et engagements à réaliser sur ressources affectées		78 – Reprises sur amortissements et provisions	
69 – Impôts sur les bénéfices (IS) ; Participation des salariés		79 – Transfert de charges	
CHARGES INDIRECTES REPARTIES AFFECTEES AU PROJET		RESSOURCES PROPRES AFFECTEES AU PROJET	
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	0	TOTAL DES PRODUITS	0
Excédent prévisionnel (bénéfice)	50 000	Insuffisance prévisionnelle (déficit)	50 000

La subvention sollicitée de 40 000 de la présente demande représente 80% du total des produits du projet
(montant sollicité / total du budget) x 100

ANNEXE IV à la convention

LE PROJET 2

La mairie de Saint-Denis s'engage à mettre en œuvre le projet suivant, visé à l'article 1er de la convention :

Projet 2 : Appui à la mise en œuvre du PNS sur le quartier de La Chaumière par le financement du poste d'un chef de projet cohésion sociale et d'un programme d'actions sur le secteur de la Chaumière

Coût total de l'action	Subvention DEETS Réunion	Montant des autres financeurs publics (Ville)
80 000€	65 000 €	15 000€

1 - DIAGNOSTIC / ETAT DES LIEUX / CONTEXTE

Le quartier de LA CHAUMIERE est localisé dans les hauts de Montgaillard. Cette emprise foncière privée de 43 000 m² est composée de blocs d'habitations relevant de bailleurs et de propriétaires privés, d'une voie principale qui fait office d'entrée et de sortie, de parking, et de nombreux espaces verts.

L'école, à l'entrée de ce quartier, est le seul lieu où peuvent se déployer des politiques publiques, en matière d'éducation et d'accompagnement des familles, via des dispositifs de l'Education Nationale et du Programme de Réussite Educative. Une seule association agit sur les champs de la cohésion sociale et de l'accompagnement des familles, en particulier les nouveaux arrivants. Cependant, elle n'a pas les capacités de se développer davantage dans un environnement contraint et dispose d'une structuration encore fragile. Cette association porte l'agrément d'un Espace de Vie Sociale (EVS), agréé par la CAF.

Afin de faire face à ces problématiques et renforcer les leviers d'actions sur 2022, la FEDEP (Fédération d'Education Populaire), en lien avec la Ville, met en place des actions au bénéfice des enfants et leurs familles.

Le Chef de Projet Cohésion Sociale recruté en 2022 via des financements de l'Etat (SNPLP) a pris ses fonctions en juillet 2022 : il accompagne la mise en œuvre de la programmation d'action jusqu'à la fin de l'année.

Néanmoins, afin de maintenir une dynamique auprès des enfants et de leurs familles, il est indispensable de pouvoir reconduire les actions ou en proposer d'autres.

Certaines actions proposées pour 2023 sont dans la continuité de la démarche 2022 du fait de leurs pertinences

2 - PRÉSENTATION GÉNÉRALE DE L'ACTION

Sous la coordination du Chef de Projet, la Cohésion Sociale sur la chaumière consiste à fédérer les familles autour d'un programme d'action élaboré par eux et pour eux, consistant par exemple à :

→Sortie et visite pédagogique /culturelle en famille : découverte du patrimoine réunionnais sur toute l'île co construites avec les enfants et les familles – Sortie à la Plaine des Palmistes, ...

→Vacances Educatives en pied d'immeuble pour les enfants de la Chaumière

→Atelier parentalité - Kafé parents/enfants avec animateur qui propose des activités autour de thèmes tels que : la co-éducation – la citoyenneté et lutte contre les incivilités – les Violences et délinquance infantile. L'école de la Chaumière est le lieu des ces actions (lieu neutre). Afin de faire venir les parents, un système de vide dressing, par exemple est proposé.

→Sensibilisation et prévention sur le cadre de vie : Une Opération nommée « URAHAFOU » qui est un challenge de pesée des déchets ramassés par cage d'escalier, dans la cour, dans l'environnement immédiat ainsi qu' aux alentours vers la route du collège.

→ Un challenge « rally culturel » ou de jeux de piste au sein des sentiers « Nout sentier » qui se déroule 1 week-end tous les 2 mois ; avec des prix à gagner (6 places de cinéma pour la famille avec taxi aller - retour ou un séjour en famille ou encore un restaurant en famille)

→Séjour au centre Jacques Tessier : vacances de janvier pour les enfants non éligibles aux colos apprenantes, la Chaumière n'étant pas un QPV

→2 journées festives et citoyennes avec animation pour les enfants afin d'apporter un peu de gaieté et de féerie tout en permettant de passer des messages de prévention santé et autres

→Action « Valeur de la République » avec l'association des porte-drapeaux : accompagnement pour que des jeunes pussent défiler lors du 14 juillet 2023 (ateliers, achat de tenues,) avec des ateliers de préparation en amont.

3 - OBJECTIFS :

Objectifs généraux : Mettre en place des actions vise à faciliter la communication entre les publics accompagnés et les dispositifs de droits communs, pour ainsi favoriser le lien et le vivre ensemble entre les habitants, ces éléments concourant à la tranquillité publique. De plus, ces actions ont pour objet d'intéresser les familles au service d'une communication plus aisée.

La finalité de l'intervention étant aussi de travailler l'intégration, la citoyenneté et la cohésion sociale entre les habitants du quartier. Les actions menées sont en corrélation avec toutes les mesures parallèles prise dans le cadre du plan de sauvegarde en étant un levier au service de la cohésion sociale.

Objectifs opérationnels : Coordonner un réseau d'acteurs locaux et de partenaires transversaux sur des projets de développement local, dans le cadre du plan de sauvegarde mise en place par l'Etat et les institutions (Mairie, CAF, DEETS, Education Nationale, ARS, ...)

- Développer des actions stratégiques de proximité au cœur du quartier amenant une amélioration du cadre de vie, des lieux sociaux et de sécurité et d'encadrement de public vulnérable type mineurs isolés et familles nombreuses allophones.

4 - MODALITÉS DE MISE EN ŒUVRE / DEPLOIEMENT OPERATIONNEL

Chaque action sera menée en fonction d'un calendrier défini en fin d'année ou en début d'année avec les habitants

5 - PUBLIC VISÉ

Nombre et type de public visés : les 1 800 habitants de la Chaumière constituent le public cible

6 - TERRITOIRE CONCERNE (plusieurs réponses possibles)

Territoire concerné	Cochez le territoire concerné	Action dans les hauts de La Réunion
TOUT LE TERRITOIRE		
NORD	X	
SUD		
EST		
OUEST		

7 - PARTENAIRES ET / OU CO-FINANCEURS DE L'ACTION : ANAH, partenaires du PNS, CIP recruté au titre du projet 1 de la présente convention

8 - CALENDRIER : Du 1^{er} décembre 2022 au 31 décembre 2023

MODALITES DE L’EVALUATION ET INDICATEURS DU PROJET 2

a) Conditions de l'évaluation :

Le compte rendu financier annuel visé à l'article 6 des présentes est accompagné d'un compte-rendu quantitatif et qualitatif des actions comprenant les éléments mentionnés ci-dessus.

Au moins trois mois après le terme de la convention, le bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif communiqué par l'organisme comme prévu par l'article 5 des présentes fait la synthèse des comptes rendus annuels susmentionnés.

a) Indicateurs quantitatifs

Description des objectifs quantitatifs :

INDICATEURS QUANTITATIFS	RESULTATS ATTENDUS	
	2022	2023
Nombre de publics touchés	500	1 000
Nombre d’actions mises en place avec l’école	5	8
Nombre d’actions culturelles mises en place	8	10
Nombre d’actions citoyennes mises en place	3	5
Nombre d’actions liés à l’accès aux droits mises en place	2	4

b) Indicateurs qualitatifs

Description des objectifs qualitatifs

INDICATEURS DE REALISATION / QUALITATIFS	RESULTATS ATTENDUS	
	2022	2023
Indicateurs de qualité (mesure de satisfaction des bénéficiaires)	40%	70%

Nombre de bénéficiaires par tranche d'âge (enfants, adolescents, parents, personnes isolées, ...)	A définir	
---	------------------	--

ANNEXE VI à la convention DEETS/ PEES/ BUDGET GLOBAL DU PROJET 2

Année 2022/2023

FORMULAIRE BUDGET DE L'ACTION

EXERCICE BUDGÉTAIRE

Année 2022

Intitulé de l'action :	Financement d'un Chef de Projet Cohésion Sociale et actions secteur de la Chaumière
------------------------	---

BUDGET PRÉVISIONNEL DE L'ACTION

CHARGES		PRODUITS	
Charges directes	Montant	Ressources directes	Montant
60 - Achats	29 000 €	70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	- €
Achats de matières et fournitures	15 000 €	73 - Dotations et produits de tarification	- €
Autres fournitures	8 000 €		
Prestations de services	6 000 €		
61 - Services extérieurs	3 000 €	74 - Subventions d'exploitation	80 000 €
Locations	3 000 €	État : subvention d'exploitation demandée dans le cadre de ce projet	65 000 €
Entretien et réparation	- €	État : autre ; préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités cf. 1ère page	- €
Assurance	- €		- €
Documentation	- €		- €
Divers	- €	Conseil Régional	- €
			- €
62 - Autres services extérieurs	2 000 €	Conseil Départemental	- €
Rémunérations intermédiaires et honoraires	- €		- €
Publicité, publication	2 000 €		- €
Déplacements, missions	- €	Communes, communautés de communes ou agglomérations :	15 000 €
Services bancaires, autres	- €		- €
Divers	- €		
63 - Impôts et taxes	- €		- €
Impôts et taxes sur rémunération	- €		- €
Autres impôts et taxes	- €	Organismes sociaux (CAF, etc.)	- €
64 - Charges de personnel	46 000 €	Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	- €
Rémunération des personnels	43 000 €	L'agence de services et de paiement (emplois aidés)	- €
Charges sociales	- €	Autres établissements publics	- €
Autres charges de personnel	3 000 €	Aides privées (fondation)	- €
65 - Autres charges de gestion courante	- €	75 - Autres produits de gestion courante	- €
		Cotisations	- €
		Dons manuels - Mécénat	- €
66 - Charges financières	- €	76 - Produits financiers	- €
67 - Charges exceptionnelles	- €	77 - Produits exceptionnels	- €
68 - Dotations aux amortissements, provisions et engagements à réaliser sur ressources affectées	- €	78 - Reprises sur amortissements et provisions	- €
69 - Impôt sur les bénéfices (IS); Participation des salariés	- €	79 - Transfert de charges	- €
Charges indirectes réparties affectées au projet		Ressources propres affectées au projet	
Charges fixes de fonctionnement	- €		- €
Frais financiers	- €		- €
Autres	- €		- €
TOTAL CHARGES	80 000 €	TOTAL PRODUITS	80 000 €
Excédent prévisionnel (bénéfice)	- €	Insuffisance prévisionnelle (déficit)	- €

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE

86 - Emplois des contributions volontaires en nature		87 - Contributions volontaires en nature	
860 - Secours en nature	- €	870 - Bénévolat	- €
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services	- €	871 - Prestations en nature	- €
862 - Prestations	- €	875 - Dons en nature	- €
864 - Personnel bénévole	- €		
TOTAL	- €	TOTAL	- €

La subvention sollicitée de 65 000 € de la présente demande représente 81 % du total des produits du projet
(montant sollicité / total du budget) x 100